



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

livrets d'épargne

Question au Gouvernement n° 470

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Rudy Salles.

M. Didier Boulaud. Il va certainement nous parler de l'extrême-droite !

M. Rudy Salles. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, nous avons appris par la presse que le Gouvernement avait l'intention d'abaisser la rémunération du livret A, qui est le produit d'épargne populaire par excellence des Français. Cette rémunération passerait de 3,5 % à 3 %, voire à 2,5 %. Inutile de vous dire que les démentis du ministère n'ont convaincu personne, et surtout pas les petits épargnants. Inutile également de vous dire que le silence du président du Centre national des caisses d'épargne est de nature à nous inquiéter.

Avec cette baisse, qui interviendrait quelques semaines à peine après les élections, les petits épargnants pourraient avoir à juste titre le sentiment d'avoir été floués, d'autant plus que vous vous étiez violemment opposé à la baisse intervenue en mars 1996. («C'est vrai !» sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du groupe du Rassemblement pour la République.)

L'honnêteté politique («Pas vous !» et vives exclamations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert)...

Monsieur le président, je vous demande de bien vouloir faire régner l'ordre dans cette assemblée !

M. le président. Allons, mes chers collègues, il devrait y avoir des mots qui ne fâchent pas ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.) Poursuivez, monsieur Salles !

M. Rudy Salles. L'honnêteté politique...

M. Didier Boulaud. Vous êtes mal placés pour en parler !

M. Rudy Salles. ... aurait exigé que vous annonciez ces mesures avant les élections...

M. Didier Boulaud. Vous n'auriez pas été sauvés pour autant !

M. Rudy Salles. ... au lieu de les dissimuler. Les Français auraient ainsi pu vous faire connaître leur point de vue dans les urnes.

Dans un souci de transparence et de respect pour nos compatriotes, il conviendrait que vous indiquiez tout à fait clairement dans les prochaines semaines quelles sont vos intentions en ce qui concerne le livret A. Les petits épargnants sont en droit de se demander s'ils ne seront pas les premières victimes de l'après-élections régionales. (Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. Monsieur le député, si je comprends bien, il y a les baisses que vous jugez bonnes quand c'est le Gouvernement que vous soutenez qui y procède,...

Mme Odette Grzegorzulka. Très bien !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... et d'autres, supposées, que vous condamnez par avance. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

Par ailleurs, j'aimerais savoir ce qui vous autorise aujourd'hui à dire que le Gouvernement, sur ce sujet, n'aurait pas été clair face aux électeurs quand, dans d'autres domaines - pardonnez-moi de revenir sur ce point -, la clarté n'a pas été totalement de votre côté ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe

communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur certains bancs du groupe de l'Union pour la démocratie française et du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Pierre Lellouche. C'est scandaleux !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. J'en viens au fond de votre question. Comme vous, le Gouvernement entend aujourd'hui certaines rumeurs, sans doute intéressées, qui sont sans fondement,...

M. Bernard Accoyer. Pitoyable !

M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie. ... annonçant une baisse du taux de rémunération du livret A. Dans ces conditions, je ne peux rien vous dire de plus que ce que j'ai entendu il y a fort longtemps d'une bouche illustre: «La politique du Gouvernement ne se fait pas à la corbeille !». Elle ne se fait pas non plus sur des rumeurs financières. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Données clés

Auteur : [M. Rudy Salles](#)

Circonscription : Alpes-Maritimes (3^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 470

Rubrique : Banques et établissements financiers

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 mars 1998, page 2107

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 mars 1998